NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie

5 juin 2020 - 681

Pourquoi il faut vraiment craindre une crise sociale en France

Nous pensons que le risque de crise sociale en France sera accru dans le futur par :

- la hausse du coût du logement qui résultera de la bulle sur les prix de l'immobilier, avec la création de liquidité par les Banques Centrales ;
- la hausse du coût de l'énergie qui viendra de l'accélération de la transition énergétique ;
- le recul de la mobilité sociale qui résultera de l'accélération de la disparition des emplois intérimaires ;
- le fait que la perte de revenu national dû à la crise du Covid sera supportée par les personnes les moins protégées (jeunes, titulaires de contrats de travail courts, indépendants…), c'est-à-dire par les « outsiders » et pas par les « insiders ».

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
@PatrickArtus

www.research.natixis.com

Ce document est distribué aux Etats-Unis. Merci de lire attentivement l'avertissement en fin de document..

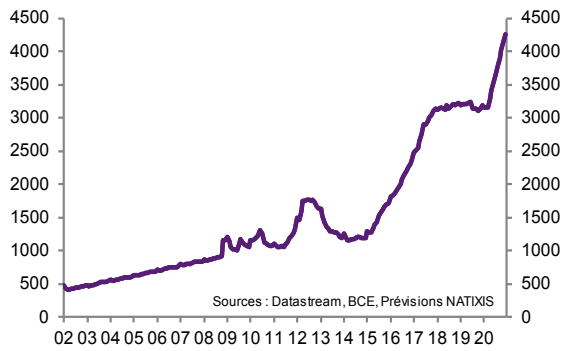
ECONOMIC RESEARCH

Quatre facteurs de déclenchement d'une crise sociale en France

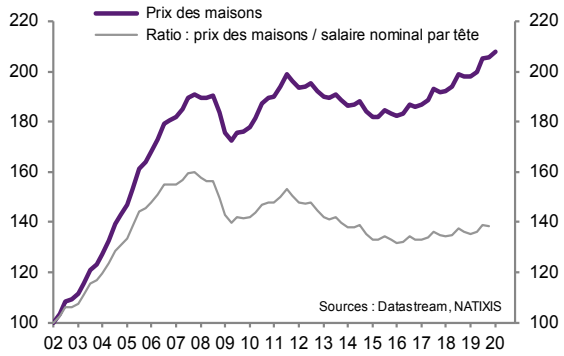
1. Coût du logement

La création monétaire considérable réalisée par la BCE **(graphique 1a)** va faire apparaître, lorsque l'incertitude sanitaire deviendra faible, un investissement de cette liquidité dans les autres classes d'actifs, donc très probablement des bulles sur les prix des actifs, et en particulier **une bulle sur les prix de l'immobilier résidentiel (graphique 1b) en France.**

Graphique 1a
Zone euro : base monétaire (Md €)



Graphique 1b
France : prix des maisons et salaire nominal par tête (100 en 2002:1)



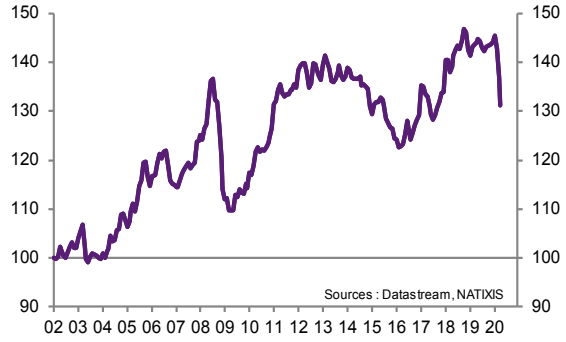
Une bulle sur les prix de l'immobilier conduit à **une hausse du coût du logement,** qu'il soit loué ou acheté, **d'où une tension sociale accrue.**

2. Coût de l'énergie

L'accélération de la transition énergétique, souhaitée par tous après la crise, va conduire à **une hausse du prix relatif de l'énergie (graphique 2a),** défavorable au pouvoir d'achat, surtout des ménages à revenu modeste, par divers mécanismes :

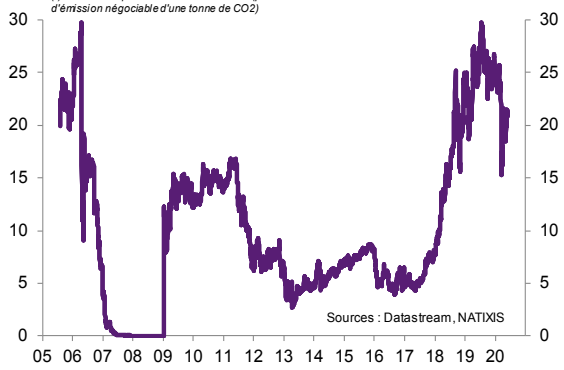
- **hausse du prix du CO2 (graphique 2b) ;**
- prix plus élevé de l'électricité verte avec le coût du stockage, la nécessité d'avoir une capacité de production supérieure à la demande.

Graphique 2a
France : ratio du CPI energie / CPI total



Graphique 2b
Prix spot des émissions de CO2 (en euros / EUA*)

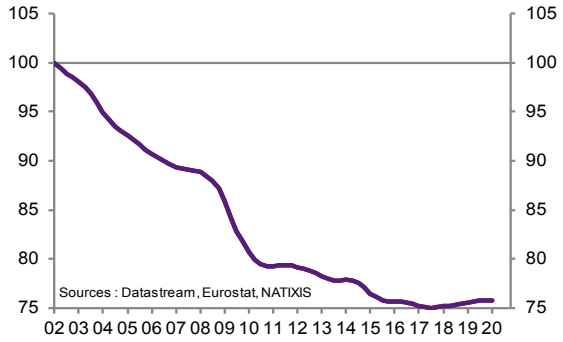
(*) EUA = European Emissions Allowance (permis d'émission négociable d'une tonne de CO2)



3. Recul de la mobilité sociale

On peut attendre **après la crise du Covid un nouveau recul du nombre d'emplois intermédiaires en France,** en particulier dans l'industrie manufacturière **(graphique 3).**

Graphique 3
France : emploi manufacturier (100 en 2002:1)



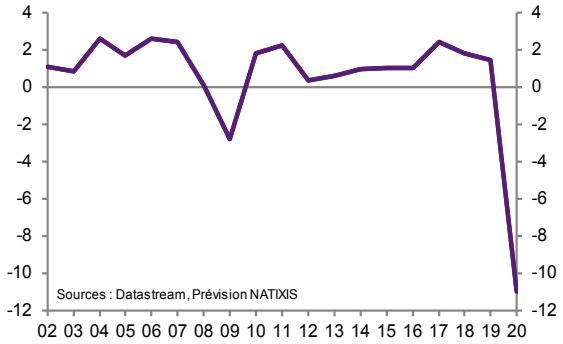
Ceci vient du recul probablement durable de la demande pour les automobiles, les avions, les biens d'équipement industriels… avec la prudence et le désendettement des ménages et des entreprises.

Moins il y a d'emplois intermédiaires, plus la mobilité sociale est faible, puisqu'il est difficile de sortir des emplois peu qualifiés, et la faiblesse de la mobilité sociale est une cause essentielle de la tension sociale.

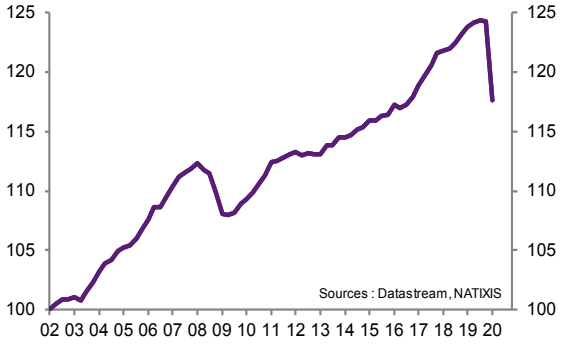
4. La répartition de la perte de revenu

Le recul du PIB dû à la crise du Covid **(graphique 4a)** va probablement faire apparaître **une perte durable de niveau de PIB,** comme cela avait été le cas après la crise des subprimes **(graphique 4b).**

Graphique 4a
France : PIB volume (en % par an)



Graphique 4b
France : PIB volume (100 en 2002:1)



Qui va supporter cette perte durable de revenu ?

Très probablement, les « outsiders », ceux qui ne sont pas protégés : jeunes, salariés ayant des contrats de travail courts, indépendants, et pas **les « insiders »** (salariés ayant des contrats longs, retraités…) qui sont mieux protégés.

Ceci peut conduire à une « révolte des outsiders ».

Synthèse : il y aura vraiment en France les ingrédients d'une crise sociale

S'il y a :

- hausse du coût du logement ;
- hausse du coût de l'énergie ;
- recul de la mobilité sociale ;
- perte de revenu supportée par les « outsiders » peu protégés,

on peut certainement envisager sérieusement une crise sociale en France.

Comment l'éviter ?

- par les politiques macroprudentielles pour empêcher la hausse excessive des prix de l'immobilier ;
- par un soutien aux bas revenus pour compenser leur risque plus élevé de chômage et la hausse des prix de l'énergie ;
- par une politique de relocalisation de l'industrie « haut de gamme « (matériel de télécom, médicament, matériels pour les énergies renouvelables…).